

Lettre ouverte à Valérie Rabault :

Le 18 janvier 2022, sur le site Societal, vous vous êtes exprimée sur la dette française et comment la résorber. Le propos est intéressant, mais vous traitez cette question comme s'il fallait « réinventer l'eau chaude ». Allons droit au but, si vous voulez bien.

Vous parlez de « la dette » comme s'il s'agissait d'une entité monobloc, homogène. Or, il y a des dettes d'ordre spéculatives – que le peuple français n'a pas à rembourser – et les dettes productives, qui bénéficient à la société et doivent être honorées. Le précédent récent le plus connu au monde en matière d'annulation de dette et d'élimination de la spéculation de la vie des ménages, c'est la loi américaine Glass-Steagall promulguée le 16 juin 1933. Elle a été reprise en Droit français le 2 décembre 1945, avec la loi 45-15 relative à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit. Ainsi étaient concrétisées les résolutions prises sous l'occupation par le Conseil national de la Résistance.

Pour trier ces dettes, il faudra nécessairement que des banquiers comparaissent en Justice, à l'instar de la Commission Pecora, diffusée en direct à la télévision en 1933 aux Etats-Unis. Cela changera de la commission de 2012, où on s'attendait presque à ce que des petits fours soient servis aux ban-

quiers...

Il n'y a donc pas « la » dette, mais « des » dettes. Ensuite vous parlez de « créer de la valeur ». Comme vous le dites de manière politiquement correcte : « c'est principalement notre faible niveau de croissance potentielle qui rend notre niveau actuel de dette publique problématique. » En langage de tous les jours: notre dette est irremboursable car en France, on ne fabrique plus rien. Alors fabriquons... mais pas selon n'importe quels critères ! Depuis les travaux de l'économiste Lyndon LaRouche, on sait que la croissance physique ne peut être fondée que sur la meilleure densité de flux d'énergie qui soit, afin de produire mieux, beaucoup mieux (pour que tout le monde ait accès à l'énergie, à l'eau, à la nourriture, la santé...) et donc consommer mieux. Du point de vue industriel, cette densité s'appelle le nucléaire de IV^e génération, domaine dans lequel nous nous sommes fait doubler à force de nous focaliser sur la si mal nommée ingénierie... financière. Concrètement, il va donc falloir sortir les pelleteuses, l'ingénierie scientifique et technique et se remonter les manches. C'est vous-même qui en appelez au « renforcement de nos capacités scientifiques et techniques » ou à notre « grande tradition d'innovation scientifique et industrielle ». Dont

acte.

Enfin, vous dites : « Concrètement, il faut dégager au moins 50 milliards d'euros par an, d'investissement public productif [...]. J'ai bien conscience que c'est beaucoup d'argent. »

Voilà donc ce qu'est devenu le socialisme : affirmer que 50 milliards d'euros par an d'investissement, c'est « un pognon de dingue ». Et si vous commenciez par colmater les fuites... de capitaux ? Que représenterait à vos yeux les 100 milliards/an d'évasion fiscale ? Ou les milliers de milliards dépensés via nos impôts depuis la crise financière de 2008 pour renflouer ces méga banques en faillite ? Ces mêmes banques que vous avez accompagnées en maison de retraite dorée avec votre fausse séparation bancaire de 2012 ?

Donc :

1) Appliquez Glass-Steagall pour faire le distinguo entre dette spéculative (on dégage) et dette productive (on garde),

2) Au niveau des banques, séparez la partie « Affaires » de la partie « dépôts », chose que vous auriez dû faire il y a précisément dix ans,

3) Une fois nettoyées les écuries d'Augias, investissez à 100 milliards d'euros /an dans le nucléaire, les infrastructures, l'éducation, l'hôpital... La valeur créée sera telle que ce sera très vite remboursé, n'ayez crainte.

Où trouver ces 100 milliards

me direz-vous ? Là où la France les trouva pendant plus de trente années : grâce à une Banque Nationale sous contrôle citoyen émettant spécifiquement de « l'investissement public productif » - pour reprendre vos propres mots - avec pour premier critère, la densité de flux d'énergie. Cette densité pouvant être physique (nucléaire), intellectuelle (l'Ecole), sanitaire (hôpitaux) etc. En effet, dans la mesure où ce critère est rempli, l'émission de crédit (et non de « monnaie ») est intrinsèquement anti-inflationniste, puisque seule une forte valeur est créée, donc permet le remboursement dudit crédit. Voilà la direction. Voilà l'engagement de notre candidature, Vincent Crousier comme co-listier et moi-même candidat Solidarité et Progrès pour cette législative sur la circonscription I du Tarn et Garonne.

JF Grilhaut des Fontaines

